

Noam Chomsky

De la propagande

Entretiens avec David Barsamian

fayard

rarement rejoints dans le passé. Cela est vrai sur le plan international : les leaders du tiers-monde, autochtones, paysans, ouvriers et autres ont participé. Et cela est vrai sur le plan intérieur, aux États-Unis : les défenseurs de l'environnement, les ouvriers et d'autres groupes ayant des intérêts divergents mais une compréhension commune ont travaillé ensemble.

Le sentiment était assez manifeste auparavant. C'est le même genre de coalition qui a bloqué l'AMI un an plus tôt, le même qui s'est vigoureusement opposé à d'autres accords, comme ceux de l'ALENA ou de l'OMC, qui ne sont d'ailleurs pas des *accords*, du moins si la population a voix au chapitre. Le gros de la population y était opposé. On a atteint un point de confrontation dramatique. Je pense que cela va se poursuivre et prendre peut-être des aspects très constructifs.

Y a-t-il des leçons à tirer de Seattle ?

La première, c'est qu'éduquer et organiser sur le long terme, avec soin, peut être vraiment efficace. Ensuite, on constate qu'une grande partie de la population, ici ou à l'étranger — j'aurais tendance à croire qu'il s'agit d'une majorité des gens réfléchissant à ces questions —, est à tout le moins gênée par les mutations contemporaines, voire y est franchement hostile. Les gens s'opposent à la vive attaque que subissent les droits démocratiques, la liberté de choix, ils s'opposent à ce que tout soit soumis aux intérêts catégoriels, au profit maximal et à la domination d'un tout petit milieu sur l'ensemble de la population. L'inégalité dans le monde a atteint des sommets sans précédent.

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est réunie à Bangkok.

Andrew Simms, qui écrit dans le Guardian Weekly, déclare : « Si on donnait aux Nations unies les pouvoirs et ressources adéquats, elles pourraient aider à triompher des déficiences du système international car elles jouissent de la confiance des pays émergents¹. »

C'est un peu exagéré. Ladite Conférence des Nations unies est en fait un organisme de recherche, sans pouvoir coercitif. Elle reflète dans une certaine mesure les intérêts des pays dits « en développement », les pays les plus pauvres. C'est la raison pour laquelle elle est si marginalisée. Ainsi, on a fort peu parlé de la CNUCED aux États-Unis, sauf dans la presse d'affaires ici et là. C'est le tiers-monde qui y participe. Et lorsqu'elle exprime les inquiétudes de la grande majorité de la population dans le monde, elle est en général ignorée.

Voici un exemple dont les répercussions actuelles sont fortes : l'initiative de la CNUCED, remontant à une trentaine d'années, visant à stabiliser les prix des matières premières afin que les paysans pauvres puissent survivre. Les grosses firmes peuvent supporter l'effondrement des prix durant un an, mais un paysan pauvre ne peut dire à ses gosses d'attendre l'année prochaine pour manger. Le projet était conforme aux politiques couramment adoptées dans les pays riches, mais ces derniers l'ont bloqué, suivant l'avis d'« économistes libéraux pur sucre », selon la formule de l'économiste politique Susan Strange — avis respecté lorsqu'il favorise le profit et la puissance, mais autrement ignoré².

L'une des conséquences est l'abandon de produits « légitimes », comme le café, en faveur de la coca, la marijuana, l'opium, qui ne sont pas soumis à de ruineuses fluctuations de prix. La réaction des États-Unis consiste à imposer des rétorsions encore plus rudes aux pauvres, à l'étranger comme ici. Ce n'est pas une situation isolée. L'UNESCO a

Il a réuni des dirigeants syndicaux et étudiantins pour créer une sorte de coalition sous son égide, mais plusieurs groupements d'étudiants la contestent pour sa mollesse. Ce sont là des sujets vigoureusement débattus. Le dernier épisode dont j'ai entendu parler — j'ignore les détails —, c'était une grande manifestation dans le Wisconsin qui s'est conclue par des arrestations d'étudiants.

Ces étudiants ne demandent-ils pas aux capitalistes d'être moins avarés ?

Ils n'appellent pas au démantèlement du système d'exploitation. Ils le devraient peut-être. Ce qu'ils réclament, ce sont les droits du travail théoriquement garantis. Jetez un coup d'œil aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui est responsable de ces questions, vous verrez qu'elles interdisent la plupart, voire toutes les pratiques que contestent les étudiants.

Les États-Unis n'adhèrent pas à ces conventions. Pour autant que je sache, c'est à peine s'ils ont ratifié une convention de l'OIT. Je crains que nous ne détenions à cet égard le record du monde, en dehors peut-être de la Lituanie ou du Salvador. Certes, d'autres pays ne sont pas à la hauteur de ces conventions, mais au moins y ont-ils apposé leur nom. Les États-Unis les refusent par principe.

Que pensez-vous de ce proverbe afro-américain qui illustre peut-être ce dont nous parlons : « Les outils du maître ne serviront jamais à démanteler la maison du maître » ?

S'il est censé signifier : « N'essayez pas d'améliorer la situation des gens qui souffrent », je ne suis pas d'accord. Il est vrai qu'un pouvoir centralisé, que ce soit celui d'une

entreprise ou celui d'un gouvernement, ne se suicidera pas de son plein gré. Mais cela ne signifie pas qu'on ne doive pas le rogner, pour de multiples raisons. Pour commencer, cela profite aux gens qui souffrent. C'est un devoir dans ce cas, quelles que soient les autres considérations.

Mais même du point de vue du démantèlement de la maison du maître, si les gens peuvent comprendre le pouvoir qu'ils ont lorsqu'ils travaillent ensemble, s'ils peuvent mesurer le moment précis où ils seront arrêtés, par la force peut-être, ils en déduiront de précieuses leçons sur la manière d'avancer. L'autre terme de l'alternative est de rester assis dans les conférences universitaires pour conspuer le système.

Dites-moi ce qui se passe sur votre campus, au Massachusetts Institute of Technology (MIT). S'y préoccupe-t-on de lutter contre le travail clandestin ?

Oui, et contre beaucoup d'autres choses. Les groupes d'étudiants soucieux de justice sociale sont très actifs et l'on n'en avait pas vu autant depuis un bon moment.

Comment l'expliquer ?

Par la réalité objective. Ce sont les mêmes sentiments, la même compréhension, la même perception qui font descendre les gens dans la rue à Seattle. Prenez les États-Unis : on n'y souffre pas comme dans le tiers-monde. En Amérique latine, après environ vingt ans de prétendues réformes, rien n'a bougé. Le président de la Banque mondiale vient de déclarer qu'on en est au même point qu'il y a vingt ans, y compris pour la croissance économique. On n'a jamais vu ça. L'ensemble du monde dit « en voie de développement » — je n'aime pas ce terme mais c'est

rite d'économie à la Washington University de Saint-Louis — n'hésitent pas à affirmer qu'ils sont liés³⁵. Notamment s'agissant d'une composante des « réformes » : la libéralisation financière. La commission Volcker est allée dans le sens de cette conclusion.

L'un des phénomènes est le déclin général de la santé économique. Pas un déclin absolu, mais une croissance et un développement relativement ralentis. La santé économique est censée s'améliorer constamment. Le PIB devrait grimper sans cesse, même dans de mauvaises conditions. Or les paramètres principaux de la santé économique sont à la baisse. Et l'on voit apparaître une fracture. Pour la majorité de la population, pour la majorité de la planète, les choses stagnent ou déclinent en termes de qualité de vie, et c'est vrai des deux plus grandes démocraties, celle du Nord et celle du Sud. Ce sont là des réalités importantes concernant le monde. C'est ce que visaient les manifestations ici et ailleurs.

Pour en revenir à votre remarque précédente sur la manière d'apprendre ces réalités, on ne vous facilite pas la tâche. Il faut travailler pour découvrir ce qui arrive à la population rurale de l'Inde et ce qui arrive à la majorité des gens aux États-Unis. Ce n'est pas le tableau qu'on nous présente. Il est tout autre. On peut découvrir la vérité, mais il y faut des moyens.

Pour reparler brièvement de la situation en Inde, on y observe une résistance fantastique à la mondialisation. Pourquoi y a-t-il un tel niveau de résistance en Inde ? Cela a-t-il un rapport avec le legs de Gandhi ?

Pour commencer, l'histoire de l'Inde est riche et complexe. Si l'on remonte au XVIII^e siècle, l'Inde était le centre commercial et industriel du monde. Au début du XIX^e siècle, le nombre de livres par habitant publiés au

Bengale était sans doute plus élevé qu'en Angleterre, mais l'Inde fut sévèrement détruite par l'occupation anglaise. Le pays fut désindustrialisé et transformé en une société rurale appauvrie, bien qu'il conserve une riche tradition culturelle et une tradition de résistance tout aussi riche.

Le legs gandhien est là, mais rappelez-vous que ce fut une révolution qui expulsa les Anglais. Elle incluait le parti du Congrès. Il y eut un mouvement nationaliste, et ainsi de suite. Cette société reste complexe et vivante.

Après le rejet des Anglais, le développement économique a repris. Il avait stagné pendant deux cents ans, mais il put reprendre en profondeur et de multiples manières. L'Inde dispose d'une industrie lourde et d'une technologie ultramoderne.

D'un autre côté, la pauvreté y est peut-être plus grande que partout ailleurs. C'est comparable à l'Afrique centrale. Regardez la qualité de la vie — pas seulement les quantités, car le pays est immense, mais les moyennes. Voyez les mesures sur la qualité de la vie publiées dans le *Rapport sur le développement humain* des Nations unies³⁶. L'Asie est parmi les plus mal lotis concernant la plupart des paramètres.

Amartya Sen, récent prix Nobel d'économie, a publié des travaux très intéressants sur ces questions. Une partie du gros travail qui lui a valu le prix consistait en comparaisons entre l'Inde et la Chine³⁷. J'ai regardé soigneusement les textes qui lui ont été consacrés à cette occasion et ce thème n'a jamais été mentionné. L'Inde et la Chine sont de bons sujets de comparaison. Comme le note Sen, leurs niveaux de développement étaient similaires à la fin des années 1940, la fin de la période coloniale. Mais les deux pays ont suivi des voies différentes. L'Inde a suivi celle de la démocratie capitaliste. Ici, on l'appelle « socialiste », mais c'est une plaisanterie. C'est une démocratie

« La pratique de Noam Chomsky, c'est de vous dire ce qu'il pense, pas ce que vous devez penser. » C'est en ces termes que David Barsamian présente la série d'entretiens qu'il a menés avec Noam Chomsky entre mai 1998 et juin 2000, ajoutant : « Il ne se contente pas de maudire l'obscurantisme, il allume une bougie pour que nous puissions y voir. »

Voir ou comprendre quoi ? L'impérialisme américain, d'abord, qu'il démonte avec une remarquable acuité – de l'éradication des résistances sud-américaines au contre-terrorisme. Les ressorts psychologiques et lexicaux de la « fabrication de l'assentiment » dans le monde. Mais aussi la signification des événements de Seattle, le fonctionnement de l'ONU et des cours internationales de justice, notamment à propos du cas Pinochet, le fondement de l'économie capitaliste depuis les années 1970...

Derrière le Chomsky politique se manifeste le linguiste, insistant sur la détérioration et la falsification du langage, moyen pour une certaine idéologie néo-libérale de faire passer les vessies pour des lanternes...

Captivantes et terriblement lucides, les réflexions de Noam Chomsky nous donnent cependant quelque raison d'espérer. À les lire, on a enfin l'impression de comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Noam Chomsky est un linguiste éminent, auteur et philosophe politique radical de réputation internationale. Il est aujourd'hui professeur de linguistique au MIT (Massachusetts Institute of Technology).

CONCEPT GRAPHIQUE : LES INVENTEURS DU RÉEL - 01/2002



35-1466-8 VIII-2002
20 € prix TTC France